Tribunal administratif de Marseille B

2ème Chambre ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 17/11/2025

Page: 1/3

Date: 03/11/2025

tenue sous la présidence de Madame LOPA DUFRENOT, assisté(e)

de Madame COPPIN et Madame RIDINGS, Conseillères

En présence de Monsieur PEYROT, Rapporteur public

Monsieur BREMOND, Greffier

09 heures 30

01)	DOSSIER N° 2211004	RAPPORTEURE: Madame Micheline LOPA DUFRENOT	
Titre de l'affaire	Annuler partiellement la délibération prise le 4 juillet 2022 par le conseil de la métropole approuvant la modification n° 2 du PLU de Berre L'Etang.		
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE		
Défendeur	METROPOLE-AIX-MARSEILLE PROVENCE	SELARL VALADOU-JOSSELIN & ASSOCIÉS	
Observateur	COMMUNE DE BERRE L'ETANG		
03)	DOCCIED NO 004000E	RAPPORTEURE: Madame Micheline LOPA DUFRENOT	
02)	DOSSIER N° 2210297	RAPPORTEURE. Madaine Micheline LOPA DOI RENOT	
	Annuler la décision implicite rejetant leur demande de mod	dification de l'arrêté préfectoral en date du 09 juin 2022 approuvant l'établissement d'un plan de i-après « PPRI ») sur la commune de Cabriès, en application de l'article L562-1 du code de	
	Annuler la décision implicite rejetant leur demande de mod prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (c	dification de l'arrêté préfectoral en date du 09 juin 2022 approuvant l'établissement d'un plan de i-après « PPRI ») sur la commune de Cabriès, en application de l'article L562-1 du code de	
Titre de l'affaire	Annuler la décision implicite rejetant leur demande de mod prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (c l'environnement, ensemble l'arrêté préfectoral en date du	dification de l'arrêté préfectoral en date du 09 juin 2022 approuvant l'établissement d'un plan de i-après « PPRI ») sur la commune de Cabriès, en application de l'article L562-1 du code de 09 juin 2022.	
Titre de l'affaire	Annuler la décision implicite rejetant leur demande de mod prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (c l'environnement, ensemble l'arrêté préfectoral en date du Nom des parties	dification de l'arrêté préfectoral en date du 09 juin 2022 approuvant l'établissement d'un plan de ci-après « PPRI ») sur la commune de Cabriès, en application de l'article L562-1 du code de 09 juin 2022. Représentants des parties	
Titre de l'affaire	Annuler la décision implicite rejetant leur demande de mod prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (c l'environnement, ensemble l'arrêté préfectoral en date du Nom des parties Consorts D	dification de l'arrêté préfectoral en date du 09 juin 2022 approuvant l'établissement d'un plan de i-après « PPRI ») sur la commune de Cabriès, en application de l'article L562-1 du code de 09 juin 2022. Représentants des parties Maître MARCHI Jean-François (Cour)	
Titre de l'affaire	Annuler la décision implicite rejetant leur demande de mod prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (c l'environnement, ensemble l'arrêté préfectoral en date du Nom des parties Consorts D Madame G	dification de l'arrêté préfectoral en date du 09 juin 2022 approuvant l'établissement d'un plan de ci-après « PPRI ») sur la commune de Cabriès, en application de l'article L562-1 du code de 09 juin 2022. Représentants des parties Maître MARCHI Jean-François (Cour) Maître MARCHI Jean-François (Cour)	
Titre de l'affaire	Annuler la décision implicite rejetant leur demande de mod prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (c l'environnement, ensemble l'arrêté préfectoral en date du Nom des parties Consorts D Madame G Consorts L	dification de l'arrêté préfectoral en date du 09 juin 2022 approuvant l'établissement d'un plan de ci-après « PPRI ») sur la commune de Cabriès, en application de l'article L562-1 du code de 09 juin 2022. Représentants des parties Maître MARCHI Jean-François (Cour) Maître MARCHI Jean-François (Cour) Maître MARCHI Jean-François (Cour)	
	Annuler la décision implicite rejetant leur demande de mod prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (c l'environnement, ensemble l'arrêté préfectoral en date du Nom des parties Consorts D Madame G Consorts L Monsieur P	dification de l'arrêté préfectoral en date du 09 juin 2022 approuvant l'établissement d'un plan de ci-après « PPRI ») sur la commune de Cabriès, en application de l'article L562-1 du code de 09 juin 2022. Représentants des parties Maître MARCHI Jean-François (Cour) Maître MARCHI Jean-François (Cour) Maître MARCHI Jean-François (Cour) Maître MARCHI Jean-François (Cour)	

Tribunal administratif de Marseille B

Défendeur

Observateur

PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

COMMUNE DE REDORTIERS

2ème Chambre ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 17/11/2025

Page : 2 / 3

Date: 03/11/2025

09 heures 30

03)	DOSSIER N° 2307344	RAPPORTEURE: Madame Caroline COPPIN	
Titre de l'affaire	Annuler la décision implicite de rejet du Préfet des Alpes de Haute Provence, relativement au recours hiérarchique à l'encontre de l'arrêté refusant un permis de construire au nom de l'Etat du 06 mars 2023 du dossier N° PC 0041592200006.		
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur M	Maître MÖLLER Stéphane (Cour)	
Défendeur	PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE		
Observateur	COMMUNE DE REDORTIERS		
04)	DOSSIER N° 2307412	RAPPORTEURE: Madame Caroline COPPIN	
Titre de l'affaire	Annuler la décision implicite de rejet du Préfet des Alpes de de construire au nom de l'Etat du 06 mars 2023 du PC 004	e Hautes Provence, relativement au recours hiérarchique à l'encontre de l'arrêté refusant un permis 1592200007.	
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur M	Maître MÖLLER Stéphane (Cour)	
Défendeur	PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE		
Observateur	COMMUNE DE REDORTIERS		
05)	DOSSIER N° 2307836	RAPPORTEURE: Madame Caroline COPPIN	
Titre de l'affaire	Annuler l'arrêté n° PC0041592200005 de la commune de Redortiers en date du 6 mars 2023.		
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur M	Maître MÖLLER Stéphane (Cour)	

Tribunal administratif de Marseille B

2ème Chambre ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 17/11/2025

Page: 3/3

Date: 03/11/2025

09 heures 30

06)	DOSSIER N° 2307842	RAPPORTEURE: Madame Caroline COPPIN	
Titre de l'affaire	Annuler l'arrêté n° PC0041592200004 de la commune de Redortiers en date du 6 mars 2023.		
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur M	Maître MÖLLER Stéphane (Cour)	
Défendeur	PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE		
Observateur	COMMUNE DE REDORTIERS		
07)	DOSSIER N° 2205435	RAPPORTEURE: Madame Caroline COPPIN	
itre de l'affaire	Annuler a décision du 2 mai 2022 du recteur de l'académie d'aix marseille tendant à suspendre le contrat d'enseignant en cumul d'activité et l'émission d'un titre de perception pour versement d'un salaire indû.		
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame M	Madame M	
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE D'AIX-MARSEILLE	Maître DARMON Matthieu (Cour)	
Observateur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES PACA		
08)	DOSSIER N° 2204786	RAPPORTEURE: Madame Caroline COPPIN	
itre de l'affaire	Annuler l'arrêté de permis de construire en date du 15 décembre 2021 n°PC 0130552100715P0.		
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame G	SCP BERENGER BLANC BURTEZ-DOUCEDE & ASSOCIES	
Défendeur	COMMUNE DE MARSEILLE		

Arrêté le 03/11/2025 Le président du tribunal